

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Présidentielle 2023 : Paulette Missambo reçoit le soutien des Démocrates

L'ACCORD scellant cette alliance a été signé hier, au siège du parti de Guy Nzouba Ndama, entre la candidate de l'Union nationale (UN), et le 1er vice-président du parti Les Démocrates (LD), Philippe Nzengue Mayila.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

DANS la perspective de l'élection présidentielle, les lignes ont bougé dans le camp de l'opposition hier. En effet, la candidate de l'Union nationale (UN), Paulette Missambo, par ailleurs présidente dudit parti politique membre de la plateforme "Alternance 2023", a reçu le soutien de la formation politique présidée par Guy Nzouba Ndama, Les Démocrates (LD). Cette alliance a été scellée, hier, au siège de LD, à travers un accord signé par Mme Missambo et le 1er vice-président de LD, Philippe Nzengue Mayila.

Occasion pour ce dernier de souligner que ce "soutien total" apporté à la candidate de l'UN à la prochaine élection présidentielle a été décidé lors de la réunion du bureau exécutif de son parti. Une décision qui, selon M. Nzengue Mayila, s'inscrit dans la volonté des Démocrates à répondre favorablement au souhait émis depuis longtemps par les citoyens gabonais de voir les acteurs politiques de l'opposition s'unir, et travailler ensemble.

Pour sa part, la présidente de l'UN a rendu un "hommage mérité" à Guy Nzouba Ndama pour avoir été, a-t-elle souligné, à l'origine de cet accord. Tout comme elle a remercié et fé-

licité tous les militants du parti Les Démocrates "d'avoir mis le Gabon en avant, au-dessus de tous les intérêts individuels, pour ne considérer que l'intérêt général..."

Pour Paulette Missambo, "cet accord nous oblige chacun à s'ouvrir à l'autre, à donner le meilleur de lui-même pour que nous gagnions cette élection présidentielle". Et de conclure : "Nous invitons l'ensemble des Gabonais à regarder dans la même direction."

Il faut rappeler que la plateforme "Alternance 2023" dont l'UN est membre travaille pour arriver à une "candidature consensuelle" au scrutin présidentiel prévu le 26 août prochain.



Photo: DR

Paulette Missambo de l'UN, et Philippe Nzengue Mayila de LD, lors de la signature de l'alliance entre leurs deux partis.

Transition politique au Gabon : l'opposition ne lâche pas prise

A.M.
Libreville/Gabon

SANS savoir comment une telle option peut être envisagée au regard des dispositions de la Constitution récemment adoptée, nombre d'hommes politiques de l'opposition et certains acteurs de la société civile émettent depuis un certain temps l'idée d'une transition politique dans notre pays pour construire un nouvel ordre politique afin de "sortir le pays du cycle sans fin d'élections assorties de crises", relève l'ancien vice-président de la République, Didjob Divungi Di Ndinge, qui a fait une sortie remarquée samedi dernier lors de la rentrée politique de son parti.

S'il est vrai que l'idée se répand de plus en plus au sein de l'opinion et de la société civile, en l'occurrence, elle ne rencontre pas moins une vigoureuse désapprobation dans le camp de la Majorité dont la fermeté à propos de cette idée est sans concession et au sein même de la société civile. C'est le cas notamment du Copil Citoyen dont la figure de proue, Geoffroy Fouboula, s'est fait remarquer à travers une sortie pour le moins étonnante en se situant complètement aux antipodes de ses corégionnaires, qui plus est, s'est fendu d'une déclaration du genre : "Ceux qui



Le président de l'Adere, Didjob Divungi Di Ndinge, lors de la récente sortie de son parti politique.

réclament la transition sont des peureux", voilà pour ce qui est de l'ambiance.

Maintenant en ce qui concerne la mise en œuvre de cette idée, ses promoteurs ne disent pas comment ils s'y prendraient pour y parvenir. Ce, d'autant que dans la dernière mouture de la Constitution la question de la transition y est formellement évoquée. Il est question ici en cas d'empêchement du président de la République, d'activer le triumvirat prévu à cet effet pour la continuité de l'État (présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, et ministre de la Défense). Idée saugrenue ou véritable projet politique ? A eux de convaincre une opinion de plus en plus circonspecte des idées politiques sans lendemain historique.

Élections générales 2023 : l'UNOCA informée des inquiétudes de la "PA 2023"

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

APRÈS la passe d'armes, la veille, entre les leaders et autres acteurs de la plateforme "Alternance 2023" (PA 2023) et les membres du Centre gabonais des élections (CGE), François Ndong Obiang et les siens n'en démordent pas. En effet, hier, ces derniers se sont rendus au siège du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA).

Objectif : faire part à Abdou Abarry, Représentant du secrétaire général de l'Onu, chef de l'UNOCA, de leurs inquiétudes relatives à l'organisation d'un scrutin présidentiel "transparent et aux lendemains apaisés". "Il était tout à fait conseillé et indiqué que le Représentant du secrétaire général des Nations unies soit instruit de toutes les difficultés qui, aujourd'hui, marquent le déroulement des élections au Gabon", a déclaré le président de la "PA 2023". Non sans crier haro sur le bulletin



Photo: DR

Le président de l'UNOCA s'entretenant avec les leaders de la PA 2023.

unique proposé par le CGE et la "violation du principe de la séparation des pouvoirs consacré par la Constitution gabonaise". Une allusion explicite à la présence des candidats à l'élection présidentielle et aux législatives sur le même bulletin.

"On n'a jamais vu une pareille organisation (...). Il est temps que tout le monde se ressaisisse et qu'on aille à l'essentiel. L'essentiel c'est de laisser voter chaque gabonais à chaque scrutin et de manière normale. L'essentiel c'est d'avoir un représentant de chaque candidat dans le bureau de vote comme cela se fait depuis 1996,

après les Accords de Paris. L'essentiel c'est même de convoyer nos urnes avec les représentants des bureaux de vote...", pense-t-il.

Pour sa part le diplomate onusien, au titre des bons offices diplomatiques, a pris acte et rappelé l'importance de la préservation de la paix. "Les Nations unies ne déploient pas d'observateurs, mais en termes de bon office, on doit écouter, prévenir et veiller à protéger un bien fondamentalement important. Celui de la stabilité, de la quiétude sociale et de la sécurité des biens et personnes au Gabon", a affirmé Abdou Abarry.